

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## Rassemblement du PCF à Paris

# FAIRE PAYER LES RICHES ?

Jeudi soir, porte de Versailles, le PCF avait convoqué ses militants à un rassemblement qui, de fait, lançait sa campagne électorale.

Fait significatif, outre Marchais, il n'était prévu que deux orateurs : un pour les jeunes, Catala, et une pour les femmes, Goutmann.

Catala s'adressa en particulier aux jeunes révolutionnaires qui ne croient pas au passage pacifique au socialisme et à ceux qui ne sont pas d'accord avec le PCF sur la question du nucléaire : « Mais franchement, le 12 mars, est-ce la question posée ? ». A ses yeux, non. Et il précise : « Gardez vos idées, mais ne perdez pas vos voix ». Votiez PCF.

Goutmann devait s'adresser de la même manière aux femmes : « Même si elles ne sont pas d'accord avec toute la politique de notre parti, elles ont toutes les raisons de voter pour nous, le 12 mars ».



Une vie si dure, comment croire qu'un simple vote pourrait la changer.

Il est vrai que les jeunes, comme les femmes, ont plus d'une raison de ne pas être d'accord avec la ligne du PCF. Les dirigeants de ce parti ne cherchent même plus à les convaincre, mais les appellent à voter PCF

tout de même.

C'est d'une certaine manière la confirmation qu'existe un très large courant chez les femmes (militantes féministes...) et chez les jeunes (les écologistes...) qui refusent aussi bien les

politiques de droite que de gauche. C'est tout un mouvement de masse qui échappe aux dirigeants du PCF eux aussi.

(Suite page 7)

## .R F A

## Projet de loi antiterroriste adopté

Le Bundestag (Parlement ouest-allemand) a adopté jeudi soir le projet de loi antiterroriste présenté par le gouvernement Schmidt. Ce projet prévoit entre autres d'autoriser la police à fouiller des immeubles entiers et à pratiquer des gardes à vue de 12 h à l'encontre de personnes non suspectes mais qui n'auraient pas de pièces d'identité.

Le projet prévoit également d'exclure les défenseurs des terroristes sur simple présomption de com-

plicité.

Quelques députés du parti gouvernemental ont refusé de voter le projet considérant qu'il risque de porter atteinte aux libertés fondamentales. C'est le moins qu'on puisse dire. La bourgeoisie allemande a suffisamment montré, notamment, avec l'affaire Klaus Croissant, avec les demandes d'interdiction des organisations marxistes-léninistes, quel usage elle entend faire de ces lois répressives. Des lois qui évoquent un sombre passé.

## En 69 l'URSS préparait-elle un bombardement atomique de la Chine ?

D'après B. Haldeman, ancien secrétaire général de la Maison Blanche sous la présidence de Nixon, l'URSS aurait proposé en 1969 aux États-Unis une alliance pour déclencher une attaque nucléaire préventive contre la Chine. Haldeman, qui est actuellement en prison pour son rôle dans l'affaire de Watergate, écrit dans un livre à paraître que les services de Renseignement américains étaient en

possession de photos montrant la présence de 1 800 missiles nucléaires soviétiques installés à 3 kilomètres de la frontière chinoise le long du fleuve Oussouri.

Nixon aurait fait savoir alors à l'ambassadeur de Chine à Varsovie que les USA désapprouvaient ce plan d'attaque nucléaire. A la suite de cette intervention l'URSS aurait retiré ses missiles de la frontière chinoise.

**DANS CE NUMERO  
4 PAGES DE L'UNION  
OUVRIERE ET PAYSANNE  
POUR LA DEMOCRATIE  
PROLETARIENNE**

Ces 4 pages sont communes  
au Quotidien du peuple et  
à l'Humanité rouge

### Editorial

**Préparons activement  
le plein succès des  
rassemblements  
régionaux de l'Union  
ouvrière et paysanne  
pour la démocratie  
prolétarienne**

Par Jacques JURQUET

Les meetings régionaux de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne auront lieu le 26 février prochain à Paris, Rennes et Lille, le 3 mars à Marseille, le 4 mars à Lyon.

Nous considérons qu'ils devront constituer de grandes manifestations politiques contre la politique réactionnaire et anti-sociale du gouvernement et des politiciens de droite qui la soutiennent, contre les illusions et mensonges des réformistes qui veulent devenir les « gérants loyaux du capitalisme », contre les manœuvres nullement prolétariennes des dirigeants révisionnistes modernes qui visent à s'emparer du pouvoir en vue d'instaurer un État capitaliste bureaucratique du même contenu que celui qui sévit en URSS à l'heure actuelle.

Le mouvement de masse que nous avons contribué à créer avec nos camarades du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) répond aux aspirations de nombreux travailleurs des villes et des campagnes, qui veulent en finir avec la bourgeoisie de droite, mais qui n'accordent plus leur confiance à la bourgeoisie de gauche. La création de nombreux comités locaux représente d'ores et déjà un succès relatif, mais certain. La bataille politique engagée exige d'intensifier la mise en place de tels comités en y associant le plus grand nombre de « sans parti », désireux de soutenir la lutte sur les justes objectifs fixés dans l'Appel du Comité d'initiative national. Le développement d'un mouvement de masse ne nuit jamais au développement d'un parti marxiste-léniniste, qui conserve son indépendance et mène parallèlement ses propres activités, bien au contraire.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, doit entraîner les plus larges couches possible de travailleurs ; aussi doit-elle exclure toute attitude autoritaire fondée sur l'étroitesse sectaire. Les marxistes-léninistes, habitués à un style militant qui leur est particulier, doivent comprendre que ce style ne peut être forcément celui des amis qu'ils rencontrent dans un mouvement de masse. Ils doivent aussi s'en tenir, sans adopter des positions conditionnelles et trop catégoriques, à l'orientation d'ensemble de l'Appel. Ils doivent beaucoup écouter celles et ceux qui viennent discuter avec eux, qui leur posent des questions, ils doivent leur apporter le maximum d'explications patientes et convaincantes, et savoir toujours distinguer entre ce qui est principal et fondamental à un moment donné, et ce qui n'est que secondaire.

En ce sens, les meetings régionaux devront être ouverts très largement aux ouvriers, aux petits paysans, aux employés, aux masses populaires afin de leur offrir des explications, des propositions et des perspectives politiques claires, crédibles et tenant compte du fait que les changements souhaités ne sortiront pas du scrutin législatif.

Les changements réels, profonds et durables ne seront réalisés que sous la pression du mouvement des masses populaires le plus uni et le plus large.

(Suite page 8)



## ● Turquie

# Après la formation du gouvernement Ecevit

Après de longues tractations, B. Ecevit, président du Parti républicain du peuple, est parvenu à former un gouvernement, en accordant une place importante à des personnalités indépendantes. Mais au Parlement, l'investiture ne lui a été accordée, le 27 janvier dernier, que par une faible majorité de 11 voix seulement.

La chute du gouvernement Demirel, dans lequel le parti fasciste du colonel Türkes avait une place importante, a été la conséquence directe de son incapacité à régler les graves problèmes de l'heure.

La situation en Turquie est en effet catastrophique sur le plan économique : les caisses de l'État sont vides, et l'affaire de Chypre, que la Turquie avait envahi, en 1974, continue d'hypothéquer gravement les relations économiques extérieures du pays.

## UN PROGRAMME EN TROIS POINTS

En présentant son gouvernement, Ecevit a annoncé un programme en trois points. D'abord, le règlement des deux litiges avec la Grèce, sur la question de

Chypre et sur la question de la mer Égée, dont les richesses pétrolières sont revendiquées par les deux pays.

Ecevit a reconnu le droit à l'autodétermination du peuple chypriote, il a proposé des négociations avec la Grèce, rejeté les ingérences des superpuissances dans cette région du monde. Son homologue grec, Caramanlis, a accepté le principe de négociations, qui devraient commencer en mars, et qui pourraient permettre de résorber ces deux foyers de tensions que les superpuissances ont tout fait pour attiser.

Le second point du programme d'Ecevit, c'est le relèvement de l'économie nationale. Ecevit a sollicité une aide auprès de l'impérialisme US et du Fonds monétaire international, mais les négociations sont dans l'impasse. Car pour accorder des crédits à la Turquie, Carter veut y trouver son compte, dans le cadre de sa rivalité avec Brejnev.

Et ces derniers temps, l'URSS a marqué beaucoup de points en Turquie, notamment avec la signature d'un traité de « coopération ». Si bien que l'impérialisme US hésite à « ai-

der » la Turquie et en particulier à lever l'embargo sur les armes.

Le troisième point du programme d'Ecevit, c'est de mettre fin à l'anarchie et au chaos politique — notamment en réprimant les commandos fascistes du colonel Türkes et les organisations de contre-guérilla.

Mais pour l'instant, rien n'a été entrepris dans ce sens. Les fascistes continuent à assassiner des révolutionnaires, des démocrates. Tout récemment encore, trois militants marxistes-léninistes ont été victimes de leurs commandos.

Cependant, il est positif que leurs activités criminelles soient de plus en plus mises en cause par de larges secteurs de l'opinion publique. Bien que disposant de nombreuses complicités dans le pays, le parti de Türkes est de plus en plus isolé : la position pour le moins conciliatrice de Demirel à son égard n'avait d'ailleurs pas été la moindre raison de sa chute.

## LES RÉVISIONNISTES EN ÉCHEC

Par ailleurs, dans le cadre de l'important essor

du mouvement populaire, les révisionnistes ont reçu des gifles sérieuses ces derniers temps, notamment au congrès du syndicat Disk qui s'est réuni fin décembre. Leur homme de paille, à la tête du syndicat, Türkler, en a été chassé, et aucun révisionniste n'a pu se faire élire au comité exécutif du DISK. De plus en plus, les travailleurs démasquent ces gens pour ce qu'ils sont : des bourgeois, experts en intrigues, et tout dévoués à leurs maîtres russes.

En bref, si le changement de gouvernement n'a pas changé grand chose pour les masses laborieuses, il apparaît cependant que le peuple prend, de plus en plus conscience de ses intérêts et de la nécessité de mener une lutte sans merci contre les fascistes et les sociaux-fascistes, pour l'indépendance et la démocratie. Le travail offensif des marxistes-léninistes n'y est pas pour rien...

## LE PEUPLE DE TURQUIE FACE AUX DEUX SUPERPUISSANCES

Documents des revues

★ AYDINLIK  
et  
HALKIN  
SESİ



Commandez cette brochure à l'APN

## ● Tchécoslovaquie

Les porte-paroles de la « Charte 77 » ont adressé il y a quelques jours une protestation contre l'arrestation et l'inculpation de trois signataires du manifeste, dont ils dénoncent l'arbitraire.

L'acteur Pavel Landovsky, le dramaturge Vaclav Havel et un ouvrier, Jaroslav Kukal avaient été interpellés le 28 janvier dans le centre de Prague à l'occasion d'un bal auquel les chartistes s'étaient rendus en grand nombre. Au cours de cette soirée, plusieurs signataires avaient été frappés par des policiers en civil.

Les porte-paroles affirment que les délits pour lesquels les trois signataires sont poursuivis — obstruction et menaces contre agents de la force publique — ont été « inventés ». Ils demandent leur libération et des sanctions contre les policiers impliqués dans cette affaire.

On apprend par ailleurs qu'un autre signataire connu comme étant d'extrême gauche, Ivan Dejmal, a été interpellé samedi dernier et interrogé durant quatre jours. Le délai de garde à vue n'étant que de

quarante-huit heures en Tchécoslovaquie, Ivan Dejmal avait été relâché lundi et interpellé à nouveau avant même d'avoir pu regagner son domicile.

## ● Allemagne de l'Est

Le gouvernement d'Allemagne de l'Est vient de libérer avant la fin de leur

peine 49 prisonniers qui avaient été arrêtés pour des motifs politiques ; ils sont maintenant passés en RFA. Ces libérations ont été obtenues par le versement de rançons par le gouvernement de Bonn.

Un rachat coûte 40 000 à 100 000 DM (de 85 à 225 000 F) suivant la qualification des intéressés et les faits qui leur sont reprochés par la RDA. Parmi les 49 prisonniers, figurent des Allemands et des Berlinoises de l'Ouest ; la plupart avaient été arrêtés et condamnés pour avoir tenté d'aider des ressortissants est-allemands à passer clandestinement à l'Ouest.

## Films chinois à Paris

Studio St-Séverin - 12, rue Saint-Séverin - 5e (métro Saint-Michel).

Mercredi et samedi : Les Fleurs rouges de Tien-Chan

Jeudi et dimanche : Le Torrent de la révolution

Vendredi et lundi : Le détachement féminin rouge

Mardi : L'Orient rouge.

## ● CROIX (NORD)

Le théâtre du Printemps joue et chante « Octobre aujourd'hui » le dimanche 19 février à 16 h, à la MJC de Croix (Nord).

## ● Afrique du Sud

# LES DROITS DE L'HOMME TOUJOURS BAFOUES

Des récents faits viennent nous montrer l'accentuation de la répression que subissent les Noirs en Afrique du Sud. La presse de ce pays a annoncé que le nombre de morts en prison fut de 22 en 22 mois. Parmi eux, figurent Steve Biko, leader d'un mouvement nationaliste. Le ministre de la police a déclaré quant à lui que cela ne concernait que dix personnes et qu'il s'agissait de morts dont on ne connaissait pas encore l'origine. L'un de ces prisonniers fut retrouvé mort après la chute du 10e étage d'un bâtiment, mort accidentelle là aussi...

Mais il n'est pas facile de cacher de tels crimes et les mensonges de la police ne font aucune illusion dans ce pays où il suffit d'être chômeur depuis quatre mois pour être arrêté et envoyé aux travaux forcés.

Mais cela n'était pas suffisant, le gouvernement vient de prendre une nouvelle mesure à l'encontre des prisonniers politiques. Ces derniers n'auront plus le droit d'entreprendre des

études supérieures car c'était un moyen pour les prisonniers de passer clandestinement des documents hors de la prison et donc de faire de l'agitation.

Les prisonniers n'auront plus les moyens de se servir de leur temps de détention pour apprendre, cette nouvelle mesure montre à quel point en sont arrivés les racistes et la peur de toute agitation qui les obnubile, la crainte de perdre leurs privilèges. On les comprend, car si la répression se renforce chaque jour, les luttes se développent, prennent de l'ampleur et deviennent plus dures et déterminées.

A l'intérieur, le rôle des pays du tiers monde est considérable. Ce sont eux qui brisent le mur du silence sur ces pays et qui utilisent tout leur poids pour les isoler militairement, politiquement, économiquement. Ce fut le cas mercredi où la commission des droits de l'homme des Nations Unies a examiné « les conséquences négatives pour les droits de l'homme » de l'assistance politique, militaire et économique donnée aux régimes colonialistes et

racistes d'Afrique du Sud.

Le rapporteur de la commission a déclaré qu'il « était évident que l'augmentation de ces formes d'aide a détérioré la situation des droits de l'homme et a provoqué un renforcement de la répression et a aggravé la situation économique de la population noire ».

Au sujet de la Rhodésie, il a expliqué : « Plus on refusera le droit à l'autodétermination au peuple rhodésien, plus grand sera le danger que ce peuple ne soit la victime des rivalités entre les grandes puissances ».

Le représentant du Nigéria a dénoncé pour sa part « l'hypocrisie de ceux qui font tant de déclarations sur les droits de l'homme mais qui n'hésitent pas à faire des bénéfices en refusant massivement ces droits en Afrique ».

Cette commission a pu faire entendre la voix des pays du tiers monde contre tous les pays capitalistes qui condamnent en parole mais soutiennent dans les faits la politique menée par les gouvernements racistes d'Afrique australe, contre les puissances qui cherchent partout à placer leurs billes.

# union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

## Lutter pour la paix c'est lutter contre les fauteurs de guerre

Jamais on aura autant entendu parler de « paix » et de « coopération internationale » qu'en ce moment. Jamais on aura autant discuté sur la question de la « détente » et du « désarmement », en Europe et dans le monde, au cours de multiples conférences internationales, à Helsinki, Genève, Belgrade. Jamais les chefs d'États de l'Est et de l'Ouest ne se sont autant « concertés », multipliant les « sommets » et les rencontres au plus haut niveau.

C'est que la source des guerres modernes, l'impérialisme, n'a pas disparu. Aujourd'hui, deux superpuissances, l'URSS et les USA, se disputent la domination du monde. Et leur rivalité devient d'autant plus âpre que leurs zones d'influence et de pillage ne cessent de se rétrécir du fait des victoires militaires, politiques, économiques remportées par les peuples opprimés du tiers monde.

Les USA, qui pillent féroce-ment de nombreux pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, qui dominent économiquement de nombreux pays européens, qui arment le sionisme et les racistes d'Afrique australe, sont toujours dangereux. Mais l'URSS, socialiste en parole, impérialiste dans les faits, est en Europe, encore plus dangereuse.

Il n'est guère de conflits éclatant sur un point quelconque de la planète, derrière lequel on ne retrouve pas leurs intrigues et leurs manœuvres ou leurs tentatives de tirer les marrons du feu à leur profit. Et n'est-ce pas le plus souvent l'URSS qui est à l'offensive ? Comme hier en Tchétchovaquie, en Angola, aujourd'hui en Éthiopie.

Mais c'est l'Europe qui les intéresse tout particulièrement, à cause de sa puissance industrielle et technologique. C'est pour se disputer ses richesses que leur rivalité se fait la plus âpre. Là encore, l'URSS exige un repartage du monde en sa faveur.

Elle s'appuie pour cela sur sa nouvelle puissance militaire qui ne cesse de s'accroître, tentant de déséquilibrer le

rapport de force entre les deux adversaires. Les deux superpuissances ont beau chanter la « détente » et plaider pour le « désarmement », qui peut encore être dupe de leurs manœuvres ?

Pourtant, malgré cette débauche de discours rassurants, la situation internationale est de plus en plus tendue, lourde de dangers, et au fond, chacun le sent bien. Les peuples européens, qui ont supporté les épreuves et les souffrances de deux guerres mondiales, aspirent profondément à la paix. Mais ils prennent conscience qu'elle est chaque jour plus fragile et menacée.

La vérité, c'est qu'il n'y a jamais eu autant de stocks d'armements perfectionnés sur notre planète et que leur course folle aux armements, loin de se ralentir, ne cesse de s'accélérer, sur terre, sur les mers, comme dans l'espace. Les forces du pacte de Varsovie massent un million et demi d'hommes aux frontières de l'Europe occidentale, leurs missiles les plus perfectionnés sont pointés sur l'Europe. Les deux tiers de leurs bombardiers stratégiques sont basés près de nos frontières.

Et, dans cette situation, Giscard, tout en gardant sa force de frappe tournée vers l'Est, ose nous parler du « développement des relations confiantes dans tous les domaines entre la France et l'URSS ». Alors que les pays européens sont les premiers visés par les plans agressifs de l'Union soviétique, il propage l'illusion de la détente. Tout en prônant certains actes de résistance aux prétentions hégémoniques des deux superpuissances, il dissimule au peuple leurs intentions réelles.

Partis traditionnels de droite ou de gauche, ils font, tous d'ailleurs, un lourd silence sur cette question au cours de leur campagne électorale. Et le PCF est le plus acharné à présenter l'URSS animée d'intentions pacifiques.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOPDP), elle, lutte pour rétablir la vérité des faits sur les dangers qui menacent la paix et ceux qui en portent la responsabilité essentielle, l'URSS et les USA, dénonce la fausse détente, l'esprit de soumission et de capitulation prôné par l'esprit d'Helsinki et Belgrade, exige un désarmement réel, développe l'amitié et la solidarité avec les peuples du tiers monde et les autres peuples européens.

union  
ouvrière et paysanne  
pour la démocratie  
prolétarienne

MEETINGS  
REGIONAUX

Le 26 février

PARIS De 14h à 18h, salle A de la Mutualité  
(rue Saint-Victor)

RENNES De 14h à 18h Pavillon des Lices

LILLE 17 h, salle du Conservatoire, place du concert

Le 3 mars

MARSEILLE A 20h30, salle Saint-Georges,  
97, avenue de la Corse (7e)

Le 4 mars

LYON A 15h, Palais des congrès

## Ouvriers, paysans : unir les forces vives de notre peuple

« Ils ont toujours réussi à nous diviser, mais quand les ouvriers et les paysans seront unis, ils ne pourront rien contre nous ».

Ces quelques mots d'un petit paysan de Saône-et-Loire, combien de fois ne les a-t-on pas entendus prononcer par d'autres petits paysans de toutes les régions, mais aussi par des ouvriers.

Ces mots traduisent la volonté confuse des travailleurs de la ville et de la campagne à se rassembler pour abattre cette société et construire autre chose. Cette autre chose qui ne pourrait être que le socialisme.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne doit à notre sens, faciliter ce rassemblement révolutionnaire des deux forces vives de notre peuple, la classe ouvrière et la petite paysannerie.

Le mouvement paysan a connu depuis une dizaine d'années des mutations importantes. La réorganisation de l'agriculture par la bourgeoisie, la politique européenne et la crise ont

très nettement aggravé les conditions de vie et de travail de toute une couche de la paysannerie au profit des gros paysans, des coopératives et firmes agro-alimentaires et du secteur bancaire.

La remise en cause générale de la société qui a suivi Mai 68 a également atteint le monde paysan, et parallèlement des forces nouvelles, progressistes, révolutionnaires, sont apparues dans la classe ouvrière et chez les petits paysans.

À la campagne, non seulement l'influence traditionnelle des partis conservateurs a reculé, mais les tentatives du PS et du PCF ont trouvé en face d'elles des militants décidés à ne pas se débarrasser d'une domination pour retomber sous une autre.

Des militants issus des milieux catholiques progressistes, des militants des comités départementaux des jeunes Agriculteurs, des militants révolutionnaires, et d'autres, ont commencé à diffuser des idées nouvelles à la

(Suite page 2)

### A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

## Ouvriers, paysans : unir les forces vives de notre peuple

(Suite de la page 1)

campagne et à chercher d'autres formes de luttes, d'autres formes d'organisation. Surtout, fait très important, ils ont recherché le contact avec la classe ouvrière.

Le mouvement Paysans-Travailleurs est aujourd'hui représentatif de ces nouvelles forces à la campagne, mais il y a également une grande quantité de nouveaux militants qui s'organisent dans les luttes contre les firmes agro-alimentaires ou les cumulards, qui se dressent contre l'implantation d'une centrale nucléaire, d'un barrage, etc. ou qui cherchent à se regrouper autour d'un journal local.

En Saône-et-Loire par exemple, sous l'impulsion de militants ouvriers révolutionnaires et de syndicalistes, des liens étroits se sont tissés avec des petits paysans victimes de Sanders et de la COPAL, des coopératives laitières et des propriétaires fonciers.

Le journal local « Le Croquant », fait par des petits paysans, donne à chaque numéro la parole à des ouvriers révolutionnaires et se diffuse à la campagne comme dans plusieurs usines.

Des rencontres ont été organisées avec des ouvriers de Framatome, de Michelin, des mineurs. Un méchoui réunissant une quarantaine d'ouvriers et de paysans a permis des échanges d'idées, et a permis aussi une vente directe devant Framatome.

Ces rapports nouveaux qui naissent ne permettent pas simplement une meilleure compréhension mutuelle, mais surtout ils permettent que les ouvriers révolutionnaires apportent une expérience de lutte, une expérience d'affrontements avec les réformistes comme avec le PCF.

Dans la Bresse par exemple, les ouvriers révolutionnaires ont souvent donné leur point de vue sur le PS. Les illusions sont définitivement tombées chez certains paysans quand ils se sont affrontés à la COPAL, dont les responsables sont membres du PS et tiennent la FDSEA de Saône-et-Loire.

Quant au PCF, son visage actuel de « parti des pauvres » peut tromper momentanément quelques paysans. Là encore, les ouvriers révolutionnaires ont un rôle important à jouer, en apportant leur connaissance et leur expérience d'opposition au PCF.

Pendant ces quelques semaines de campagne électorale, l'UOPDP profitera de cette bataille politique pour diffuser ses positions à la campagne et œuvrer pour que ceux qui sont engagés dans une voie parallèle se rejoignent pour construire ensemble un front plus large, où les militants paysans auront toute leur place.

Les militants et candidats paysans de l'UOPDP seront bien sûr les premiers à militer dans ce sens.

# LES PARTIS ET LA PAYSANNERIE

Depuis la fin des années 50, la politique menée successivement par De Gaulle, Pompidou et maintenant Giscard, n'a pas varié :

— Concentration à tous les niveaux dans le secteur agro-alimentaire et développement des trusts de type « privés » ou « coopératifs ».

— Et, ceci impliquant un fort développement de la production agricole et donc de la productivité des travailleurs de la terre, liquidation planifiée, graduelle mais accélérée de la petite paysannerie, sous couvert

vieux projet de la bourgeoisie : la nationalisation du sol. Donner à l'État le contrôle de la terre, et donc le bénéfice de la rente foncière : tel est en gros le projet, soutenu d'ailleurs par Pisani, ancien ministre de De Gaulle et aujourd'hui, sénateur PS.

A cela, il faut ajouter que le PS soutient la coopération et le Crédit agricole : les deux piliers de la politique monopoliste à la campagne.

Les dirigeants du PCF ont à cet égard les mêmes positions à ceci près qu'ils essa-

tives n'étaient qu'affaire de mauvais fonctionnement !

Quant à la question de l'unité ouvriers-paysans, qu'on se souvienne, pour ce qui concerne les partis au pouvoir, des grandes manœuvres de division fomentées par le gouvernement entre travailleurs des villes et des campagnes avec le fameux impôt sur la sécheresse de l'été 1976 !

Pour les partis de gauche, signalons le sabotage pur et simple, pour ne pas dire plus, de la solidarité avec les paysans pourtant

## Soutien en vives des paysans des Côtes-du-Nord aux ouvriers du Joint Français en grève.



de « modernisation ».

Ainsi en 20 ans, c'est plus d'un million d'exploitations agricoles qui ont disparu (représentant plus de 2 millions d'hommes et de femmes travaillant sur celles-ci) dont près des trois-quarts de moins de 10 ha.

En vingt ans, des régions agricoles pauvres sont devenues de véritables déserts ; après avoir des années exploité le petit paysan et l'avoir spolié des fruits de son travail, la bourgeoisie monopoliste le jeta à la rue : comme elle le fait pour les ouvriers !

Dans le même temps, le Crédit agricole devenait la troisième banque mondiale !

Avec la crise économique actuelle, cet exode massif des paysans ne peut plus être absorbé par l'industrie et le commerce : il vient grossir les rangs des chômeurs.

Le PS, sous des airs très à gauche du genre « Non à la terre objet de spéculation, oui à la terre outil de travail » cache un

projet de faire croire que les coopératives seraient un moyen de lutter contre le capitalisme à la campagne (comme les nationalisations pour l'industrie en somme). Ils appellent cela « créer un pouvoir économique capable d'affronter celui du secteur capitaliste et monopoliste ». Et la pratique montre aux paysans qu'en réalité, les coopératives se comportent vis-à-vis d'eux exactement comme n'importe quelle autre entreprise (sauf qu'ils ont supporté les investissements de base !), le PC répond que c'est une affaire de gestion « pas assez démocratique » : comme si l'élimination massive des petits producteurs par les coopé-

fort nombreux, à avoir été et être encore victimes de la répression dans leur lutte foncière ou contre les trusts agro-alimentaires (guerre du lait, Wessafic, etc...) ou contre le nucléaire (Le Pellerin). De même ils ont dressé et dressent bien des obstacles lorsque les paysans de leur côté viennent apporter leur soutien à des ouvriers en grève.

C'est pourquoi cette question est importante pour mettre en lumière la nature de tous ces partis : ils ne veulent nullement « affaiblir » ni bien sûr renverser le capitalisme et ils s'opposent à l'unité des forces qui combattent le capitalisme.

## Dans l'Yonne

### D'excellents contacts

Après le travail, nous sommes partis ma femme et moi faire un tour à la campagne pour reprendre contact avec d'anciens amis révolutionnaires que nous avions perdus de vue.

Nous avons été chaleureusement accueillis chez un couple de travailleurs.

Claude, petit paysan, qui a quitté la terre contraint et forcé et Jeanine, qui travaille dur comme infirmière à l'hospice des vieux du bourg. Accueillis très amicalement dans leur modeste salle de cuisine, aussitôt, nous engageons la discussion.

— Tu te présentes comme candidat ? On aura au moins quelqu'un pour qui voter, toi on te connaît depuis longtemps !

Nous expliquons précisément que nous voulons présenter une candidature de front, qui regroupe les jeunes, les femmes, les ouvriers, les petits paysans qui refusent la vraie droite et la fausse gauche. Nous expliquons la possibilité et la nécessité de regrouper ces énergies pour faire connaître nos positions au cours de la bataille électorale, pour avancer dans l'édification d'une organisa-

tion nationale capable de proposer une alternative face à la droite comme face à la gauche.

Sur ces bases, Claude et Jeanine, en conclueront qu'ils feront campagne pour nous.

Premier travail de rassemblement, premier succès si on en juge par ces propositions. Il faut ajouter à cela le fait qu'avant, nous avons fait les mêmes propositions à quelques instituteurs dans le village, et qu'elles ont rencontrées un écho positif : Paul nous aidera dans notre travail avec Claude, Robert nous a donné 100 F et Roseline son soutien pour le premier tour tout en discutant sur le socialisme, la politique du PCF et la construction du front. Bonne soirée et premiers pas dans la construction d'un comité de l'UOPDP dans l'Yonne.

Depuis ces premiers contacts, un comité local a été créé pour soutenir la campagne d'Alain Thomas et J.M. Thenadey.

Pour tout contact avec ce comité, écrire à Thenadey J.M.

Lezinnes 89 700 Tonnerre

## DE NOUVEAUX CANDIDATS...

### HAUTS-DE-SEINE (11e)

BALLAND Nicole, employée  
CHANEY Eric, enseignant

### SEINE-SAINT-DENIS (1er)

BLANCHEMANCHE Philippe, employé  
JULIEN Jean, ouvrier métallo

### SEINE-SAINT-DENIS (5e)

BERNARDINI Françoise, assistante sociale  
FAUBERT Geneviève, infirmière

### BOUCHES-DU-RHÔNE (9e)

CASTAY Yves, aiguilleur du ciel  
BRUMET Marc, ouvrier-maçon

### CHARENTES-MARITIMES (1ere)

BEY Michel, instituteur  
ALBERT Patrick, ouvrier

### COTE D'OR (2e)

GARRIGUES, cheminot  
GRAPPIN Serge, enseignant

### CALVADOS (1er)

COMPAGNON Béatrice, aide-soignante  
PERYOITE Jacques, ouvrier

### GIRONDE (4e)

CLUZAN Jean Claude, cheminot  
DARMANTE Claude, employée ANPE

### DROME (3e)

MARTIN Colette  
GENILLON Tanguy, ouvrier

### Rectificatif

Dans la 2e circonscription du Gers, le suppléant est PELLEFIGUE Bernard (et non PELEFYLE)

Les candidatures de la 5e circonscription du Rhône sont annulées.

# Contre la mainmise des partis bourgeois sur les syndicats

## Pour développer les luttes après mars

A quelques semaines d'élections qui peuvent se traduire par une victoire de la gauche, les états-majors syndicaux se sont ouvertement lancés dans la bataille. Il y a quelques jours, Georges Séguy, appelait à voter pour le PCF, lors d'un meeting qu'il présidait, aux côtés de Georges Marchais. Bien sûr, il a pris la précaution de le faire en tant que membre du Bureau politique du PCF et de rappeler qu'il avait les statuts de la CGT pour lui. Malgré tout, les membres du PS, à la direction de la CGT, comme Germon, ont saisi la balle au bond, et demandé que Séguy se mette en congé syndical. Depuis, pas un jour ne se passe, sans qu'une intervention ou une autre tire dans le sens du PS ou du PCF. Mais les syndiqués CGT dans tout cela : Quel jeu veut-on leur fait jouer ?

Peut-on croire que si la direction de la CGT affirme qu'il faut nationaliser aussi les filiales, c'est que les congrès et autres instances en ont ainsi décidé, alors que le contraire est prouvé ? Peut-on accepter comme preuve qu'il y aurait eu un grand débat dans la CGT sur le thème « Pour que vive le Programme commun », « la multitude de procès-verbaux afférents à ces débats » ! Les secrétaires de syndicats qui ont reçu des formulaires où il n'y avait qu'à mettre le nom de l'usine, dater et signer le procès-verbal, peuvent en témoigner ! Il n'y a pas eu de réel débat !

Si le PCF tient tant aux nationalisations, c'est qu'il pense, par ce moyen, prendre en main une partie importante de l'économie, acquérir un poids dans des secteurs déterminants. Mais quel rapport avec les intérêts des travailleurs ?

En réalité, les choses sont claires. Il s'agit pour Séguy de pouvoir utiliser le poids de la CGT, dans les pressions qui s'exercent, dès aujourd'hui, entre PS et PCF. N'est-ce pas ce qu'il dit lui-même,

comme dimanche dernier, au Club de la presse ? « Il peut y avoir deux hypothèses. La gauche est majoritaire, le gouvernement est composé de toutes les composantes de la gauche. Il engage la discussion avec les organisations syndicales. Nous convenons de ce qu'il y a lieu de faire immédiatement (...) C'est l'hypothèse optimiste, pour laquelle nous combattons (...) Mais il peut y avoir une hypothèse qui serait vraiment dramatique. C'est l'hypothèse où un premier ministre recevrait les organisations syndicales et reprendrait les propos que François Mitterrand a tenus l'autre jour à Toulouse, et nous dirait : "Voilà, il y a la crise, c'est une réalité, elle est internationale, inévitable, il faut bien la payer, et au nom de la justice, nous vous demandons d'accepter un certain nombre de sacrifices, ceci afin d'éviter que la droite ne revienne au pouvoir. Dans cette hypothèse-là, il est certain que la CGT resterait dans l'opposition ».

Bien sûr, Séguy est assez habile pour expliquer la différence d'attitude de la direction CGT par rapport aux deux partis de la gauche, par leurs intentions ou non de satisfaire les revendications des travailleurs. Mais c'est pour mieux cacher le fondement de sa position : si le PCF est au gouvernement, s'il a suffisamment les mains libres pour mettre en place son projet propre, le gouvernement de gauche peut être tranquille. Par contre, si le PCF est mis en difficulté, le PS peut s'attendre à une riposte de la CGT.

Pouvons-nous accepter de servir de moyen de pression dans ces tractations entre partis bourgeois ? Comment pouvons-nous faire confiance à Séguy qui vient de justifier une nouvelle fois le « Retrouvez vos manches » de Thorez à la Libération, en disant que si c'était à refaire, il le refe-



**En Pologne, les syndicats ont complété l'action des chars contre les ouvriers ; est-ce le genre de syndicat que nous promet Séguy ?**

rait ? Comment ne pas être inquiet devant les justifications apportées par le PCF à l'austérité préconisée en Italie par le PCI et la CGT italienne, la CGIL : « L'austérité, dans la conception du PCI, et dans les conditions de l'Italie doit devenir le levier d'une transformation profonde de la nation vers plus de justice dans l'intérêt des travailleurs, de la nation » ! Aujourd'hui, le PCF met en avant certaines de nos revendications pour faire pression sur le PS. Mais Séguy est très clair : en cas de participation du PCF, dans des conditions favorables pour la mise en route de son projet, voilà ce qu'il promet : « Nous avons suffisamment d'autorité pour garantir à un gouvernement de gauche qui respectera ses engagements, l'économie de la plupart des conflits sociaux. Et en y mettant le prix, un gouvernement de gauche peut avoir en nous mieux que des alliés : des partenaires ».

Voilà ce que Séguy ose promettre dans une interview au journal patronal l'« Expansion » ! Serions-nous à vendre ?

Laisserons-nous Séguy, comme il le dit lui-même, user de son « autorité » contre toutes les luttes qui n'iront pas dans le sens du PCF ? Il n'est est pas question.

C'est pourquoi, dans la CGT comme dans la CFDT, il est urgent de mener le débat réel, pour l'indépendance du syndicat par rapport à toutes ces manœuvres. Refuser que le débat en reste à un niveau parfaitement formel et tout faire pour que les véritables problèmes soient posés : le sort de nos luttes pour l'après 1978, notre capacité à imposer les véritables aspirations sans être emprisonnés par les marchandages de la gauche !

### • Gennevilliers

## Premier meeting de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Plus d'une centaine de personnes se retrouvèrent, vendredi soir, dans une salle de la bourse du Travail de Gennevilliers, à l'appel des comités d'initiative locaux de l'UOPDP du département des Hauts-de-Seine.

Jean-Louis Raboutet, candidat de l'UOPDP à Gennevilliers, sut dire l'exploitation quotidienne, le chômage, les accidents du travail, la répression contre les travailleurs immigrés, les taudis, l'environnement pollué, toute cette grisaille, cette oppression qui sont le lot commun des banlieues ouvrières. Il a décrit la morgue et l'arrogance des patrons capitalistes, leur avidité à écraser toujours un peu plus la classe ouvrière pour en tirer des profits, et toujours plus de profits.

Il a su montrer aussi, faits à l'appui, — et ils sont légion à Gennevilliers, Nanterre, Clichy, Levallois, — que les partis de gauche qui détiennent déjà des portions du pouvoir d'Etat dans les municipalités ne font que duper les travailleurs dont ils trahissent quotidiennement les intérêts.

Mais il a su dire aussi le passé glorieux de ces « banlieues rouges » pendant la Commune de Paris, pendant la Résistance, et au fil des grèves et des luttes menées par le prolétariat jamais dompté.

Après lui, le candidat de Nanterre, Bernard Frevaque, et celui de Levallois, Guy Praxelle, ont évoqué la situation des travailleurs de leurs circonscriptions et expliqué le sens du combat

que mène localement l'UOPDP et les activités qu'elle commence à développer. Une dernière information donnait le sens de la candidature de l'UOPDP à Saint-Ouen-l'Aumône, contre le prince Poniatski, baron dur égoïste et roi de la répression contre les travailleurs. Une candidature qui prend d'autant plus de sens que dans cette circonscription, le PCF a préféré se désister en faveur du gaulliste de gauche, Galley.

La chorale, comme le pot autour duquel se formèrent des petits groupes attentifs et passionnés, donnèrent un caractère accueillant et fraternel à cette première, encore modeste, mais riche de promesses de l'UOPDP dans ce secteur.

## Lettre ouverte à Jacques Estager, directeur de « Liberté », quotidien Nord- Pas de Calais du PCF

Monsieur,

Jeune professeur de lettres, à l'appel des ouvriers-mineurs Julien Hapiot et Charles Debarge, vous vous êtes levé et vous avez rejoint le combat pour la libération de la France, et pour, comme le dit Julien Hapiot, dans sa dernière lettre : « Contribuer à l'abolition du régime capitaliste ». Vous vous êtes placés aux côtés de la classe ouvrière et vous avez combattu au sein des glorieux FTP.

Comme beaucoup d'ouvriers, j'ai tout naturellement combattu dans les FTP, j'ai considéré que le PCF était mon parti.

Le programme du CNR garantissait : « La pleine liberté de pensée, la conscience et d'expression », la « liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard des puissances d'argent et des influences étrangères ».

Le parti dont vous êtes un haut responsable a fait

bon marché des espérances des martyrs de la Résistance, il a abandonné la perspective de la dictature du prolétariat, le poing levé et le drapeau rouge.

Aujourd'hui, imitant servilement Nord-Matin, inféodé à l'ancien porteur de la francisque que fut Mitterrand, vous ouvrez largement vos colonnes à l'annonce des candidatures des nazillons du soi-disant FN et vous les interdisez aux révolutionnaires, aux anciens FTP. Si c'est la démocratie de votre société de demain, les travailleurs n'en veulent pas. Décidément, ils n'ont rien à attendre du quotidien qui a été le leur pendant une période, et du parti qui a su être porteur de leur espoir, et vous, M. Estager, vous n'êtes plus aux côtés des travailleurs.

César Guillermain,  
Postier, ancien FTP  
Candidat suppléant de  
l'UOPDP, 13e circonscription  
du Pas-de-Calais.

## ACTIVITES DU COMITE DE MARSEILLE

Au cours de la première réunion du comité d'initiative s'est faite la présentation des candidats et suppléants de l'UOPDP.

Des discussions ont eu lieu sur la plateforme à l'issue desquelles une large unité se réalise.

Unifier l'ensemble des forces révolutionnaires du peuple ; rendre consciente l'opposition irréductible entre les différentes aspirations des masses et les pro-

jets bourgeois des partis de droite et de gauche, pour l'après-mars 1978 : c'est sur cette voie que s'engage dès aujourd'hui l'UOPDP.

De la discussion sort la définition des axes de la campagne liés à la réalité de la circonscription :

- Emploi, chômage, intérim.
- Unité travailleurs français immigrés
- Santé, cadre de vie
- Sécurité (quadrillage

policier, expulsions, saisies, etc.)

Un comité d'organisation et quatre commissions s'articulant autour des autres axes de la campagne se mettent en place. Les commissions sont destinées à constituer un lieu de réflexion et de débat largement ouvert à partir duquel seront envisagées des initiatives dans le cours même de la campagne.

Lors de la seconde réunion, est adopté un tract

adapté à la circonscription. Il est décidé d'envoyer et d'afficher une lettre ouverte à Guy Hermier dont le but est d'aider les travailleurs à interpellier les dirigeants du PCF sur ce que ce parti vise réellement, sur ce qu'il cache, derrière sa démagogie. Au cours du débat, la nécessité pour l'UOPDP apparaît, d'étudier de très près les arguments du PCF et de les réfuter de façon très précise.



Quelques uns de nos candidats des Bouches-du-Rhône lors de leur conférence de presse. De gauche à droite : Richard Aguado (ouvrier métallo) 10e, Marc Brunet (ouvrier maçon) 9e, Yves Castay (aiguilleur du ciel) 9e, Yves Vandamme (employé PTT) 6e, et Robert Andrei du comité d'initiative national, qui présidait la conférence.

### • Nancy

## BRIMADES CONTRE UN DE NOS CANDIDATS

Marie-Thérèse Cicolella et Philippe Enclos, candidate et suppléant sur Nancy-Nord de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOPDP) sont tous deux ouvriers comme la majorité des candidats de l'Union. Notre but : faire entendre largement la voix, les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière et rassembler les forces pour la lutte d'aujourd'hui et d'après les élections.

Mais cela ne plait pas à tout le monde, en premier lieu à ceux qui nous exploitent. Philippe Enclos, ajusteur à la Grande Chaudronnerie Lorraine, après l'annonce de sa participation aux élections dans la presse locale, a été l'objet de menaces.

Voici un extrait de la lettre ouverte diffusée par le camarade dans son usine : « ... Voici les faits : le 8 février au matin, le directeur de la mécanique vient me voir à l'outillage où je travaille, et me tutoyant de façon déplacée, m'interdit d'en sortir (...)

« Le 9, à 8 heures, j'étais convoqué sans motif par la direction. Il m'a fallu insister pour que notre délégué syndical, M. Gineste, soit présent. M. Boileau lui-même nous a reçus : exhibant le communiqué du « Républicain lorrain » annonçant ma candidature ou j'évoquais une soixantaine de licenciements à la GCL (communiqué censuré par l'« Est républicain ») et

un projet de vingt-cinq autres. Il m'a affirmé qu'il n'y en avait jamais eu et qu'il n'y en aurait pas et m'a menacé de porter plainte si je n'envoyais pas un rectificatif à la presse.

« Or, il est pratiquement certain qu'il y a eu licenciement (...) Enfin, le projet de vingt-cinq licenciements est une réalité que M. Boileau ne peut nier.

« La réaction de M. Boileau prouve qu'il cherche à faire passer en douceur les futures mesures de liquidation d'une partie de l'usine. Principal actionnaire d'un grand quotidien régional, il censure tout ce qui concerne la vie et les luttes des travailleurs.

« M. Boileau cherche, à

travers moi, à porter atteinte à la liberté d'expression pour la classe ouvrière.

« Mobilisons-nous contre les projets de licenciements, de fermeture !

« Pour ceux qui nous exploitent et pour leurs représentants dans ces élections, vedettes politiques de droite et de gauche, les grands moyens d'information : télé, radio et la une de tous les journaux, les candidats ouvriers révolutionnaires n'ont droit qu'à de brefs échos dans la presse locale, et ils sont censurés chaque fois qu'ils gênent tel ou tel notable local.

Pour contacter le comité de Nancy : Melle Cicolella, BP 2059 (54100 Nancy).

### • Rennes

## Le meeting du 26 février se prépare activement

Le comité UOPDP de Rennes a pris activement en main la préparation du meeting régional du 26 février de 14 à 18 h, au Pavillon des Lices.

Outre l'intervention centrale qui sera prononcée par un membre du Comité d'initiative national de l'UOPDP, Alain Castan, le meeting comprendra notamment une intervention sur la situation de la paysannerie et les luttes dans la région ainsi qu'une intervention sur Citroën.

Une chorale et la troupe de théâtre Jean Rigoulet de Nantes animeront la partie culturelle du meeting. Le casse-croûte et les boissons ne seront pas oubliés.

(Pour les services de cars, voir ci-contre)

**union  
ouvrière  
et paysanne pour la  
démocratie prolétarienne**

**Bons de soutien  
minimum 5 F**

ADRESSE DU COMITÉ D'INITIATIVE NATIONAL  
3, RUE JEAN ROBERT, 75018 - PARIS

ILN

Demandez et diffusez la vignette de soutien ! Passez commande au comité d'initiative national.

### Pour aller au meeting de Rennes

DEUX SERVICES  
DE CARS

Le premier

Quimper 10h30 - Place de la  
Tour d'Auvergne  
Lorient 11h30 - Gare SNCF  
Vannes 12h15 - Gare SNCF

Le second

Brest 10 h 30 Place de Stras-  
bourg.  
Morlaix 12 h - Syndicat  
d'initiative  
Guingamp 12 h 45 - place  
Saint-Sauveur  
St-Brieuc 13 h 15 Gare  
SNCF

### • Paris

RÉUNION-DÉBAT DANS LE 19e  
Samedi 18 février de 17 h à 21 h  
9, rue du Pré-saint-Gervais - Paris 19e  
(Métro-Place des Fêtes) - Crèche

à l'appel du Comité local du 19e, avec des syndicalistes, des femmes, des chômeurs, des membres d'associations du 19e

avec les candidats UOPDP du 19e : Pierre Bauby et André Druenne.

RÉUNION CONSTITUTIVE DU  
COMITÉ DE PARIS CENTRE

Samedi 18 février à 14 h, salle de l'Épicerie (C)  
12, rue du Renard - 75004 Paris

### • Dijon

RÉUNION PUBLIQUE DU COMITÉ DE DIJON

Palais des congrès (à Dijon)  
le 23 février à 20 h 30

Le comité avait tenu le 8 février une conférence de presse en présence des deux quotidiens locaux et d'un hebdomadaire régional.



## Les PME et les élections (Suite)

# Furnon : les petits patrons contre les syndicats

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont un des centres de ces élections. Il y a quelques jours, nous avons montré quelle pouvait être l'attitude d'un représentant des monopoles comme Chirac face aux PME. Nous avons pu constater alors que les chefs de ces entreprises plaçaient leurs espoirs dans la bourgeoisie monopoliste (Giscard ou Chirac), mais sans avoir pleinement confiance en eux.

C'est cette situation des petits patrons qui a donné une certaine répercussion à l'initiative de l'un d'entre eux, Furnon, créateur d'une Union des Français de bon sens (UFBS).

Pour Furnon, tout a commencé par la grève tristement célèbre de Saint-Christol-des-Alès, il y a un peu moins d'un an.

## PAR LA MENACE

Une partie des 192 salariés des établissements Furnon (confection) a voulu créer un syndicat CGT dans l'usine. Furnon a fait voter le personnel à bulletins secrets et la majorité (122 voix) a refusé la création du syndicat (54 voix pour).

Ce vote n'avait évidemment aucune valeur légale et ne permettait en rien à Furnon de faire entrave à l'exercice du droit syndical. C'est pourtant ce qu'il fera.

Il empêche les ouvrières qui veulent se syndiquer de rentrer travailler dans l'usine. Pour finir, il les parquera dans un atelier spécial. Il portera aussi plainte contre la CGT, accusée d'être un

syndicat politisé ; la plainte vient cette semaine d'être refusée par le tribunal.

C'est bien par la menace que Furnon a réussi à gagner à lui une large fraction de son personnel. Son argumentation est la suivante : ici tout va bien, si vous amenez un syndicat, je ferme la boîte.

## PAR LA DÉMAGOGIE

Furnon s'est aussi servi, de façon démagogique, des motifs que peuvent avoir les travailleurs de refuser la ligne, aujourd'hui majoritaire à la CGT, la ligne du PCF.

Beaucoup de travailleurs savent que les pontes du PCF ont licencié un travailleur de la mairie, sous prétexte qu'il était en maladie « trop longue ». Ils savent aussi que les dirigeants du PCF et de la CGT n'ont rien fait pour empêcher la fermeture du bassin houiller des Cévennes, si ce n'est quel-

ques pétitions.

De plus, la section syndicale CGT fut lancée dans l'usine Furnon, sans véritable mobilisation de tout le personnel, sans établissement d'un cahier de revendications préalable, par exem-

ple.

C'est dans ce contexte que Furnon brandit la menace de fermeture de l'usine, et qu'un certain nombre de travailleuses sont trompées par lui.

## FURNON DEVIENT CÉLEBRE

Toujours est-il que c'est l'attitude inadmissible de Furnon contre les travailleu-

ses qui veulent se syndiquer, les atteintes au droit syndical dont il est coupable, qui firent de lui un homme célèbre.

C'est avant tout en s'appuyant sur cet antisindicalisme inadmissible que Furnon fondera, en mai 1977, un comité de défense de l'entreprise libre (CODEL), puis en septembre 1977, l'Union des Français de bon sens, en vue des législatives.

C'est avant tout aux petits et moyens patrons, comme lui, que s'adresse Furnon « Chefs d'entreprise, responsables, prenez le temps de lire, il s'agit de votre sauvetage et de celui de la France. Le principal adversaire, la hantise de la plupart des responsables de petites et moyennes entreprises et de petites et moyennes industries (PME et PMI) n'est-il pas le syndicalisme et les agissements de la CGT et de la CFDT ? », déclarait déjà la plate-forme du CODEL.

Autour de ce mot d'ordre, l'UFBS se bâtit en quelques jours un programme politique, trouvera des locaux et des fonds, présentera des candidats. Nous verrons, dans notre prochaine édition, quels hommes sont derrière ce programme et quelle forte odeur d'extrême-droite il dégage.



Tract envoyé par Furnon à toutes les petites et moyennes entreprises et appelant les patrons à se mobiliser.

## Rassemblement du PCF à Paris

### FAIRE PAYER LES RICHES ?

(Suite de la page une)

Quant au discours de Marchais, il fut plus long que d'habitude, mais sans rien de neuf. Une idée fut particulièrement développée car elle est d'actualité : le coût du Programme commun. Marchais fut particulièrement applaudi, quand il s'écria : « Il faut faire payer les riches ».

Si les travailleurs applaudissent cette phrase plus que toute autre, c'est qu'ils connaissent leur ennemi : les monopoles. C'est aux monopoles de payer la crise, pas aux travailleurs !

Mais comment les obliger à payer ? Marchais répond : « Pour cela, il faut que le grand capital cesse de faire la loi dans notre pays. Qui possède décide. C'est profondément vrai. Pour aujourd'hui et pour demain ». Pour faire payer les riches, il faut avoir le pouvoir... Marchais prétend que pour cela il suffit de sept ministres et de neuf nationalisations. C'est faux !

Marchais ne peut garantir qu'il n'y aura plus de spéculation sur le franc. Comment imposer des impôts à des capitaux cachés ou déguisés ? Fiterman, du PCF, ne l'a-t-il pas dit : « Il restera un patronat qui jouera son rôle ». Non, les choses ne seront pas si simples.

Le programme du PCF sera encore le capitalisme, la loi du capital régnera.

Du même coup, le slogan « Faire payer les riches » n'est qu'une baudruche vide !

Les travailleurs présents au meeting du PCF, jeudi soir, sont de ceux qui, par millions, veulent « un vrai changement ». Mais ce « vrai changement » dont on nous parle tant, ce n'est pas des « réformes de structures » du PCF qu'il peut venir.

A un moment donné, un travailleur a côté de nous s'est écrié : « Il faut tous les abattre » ! Oui, camarade, la question est là : le capitalisme, il faut l'abattre. Et non pas l'aménager.

## RECTIFICATIF

Nous avons annoncé, par erreur, que le meeting régional de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne à Lille avait lieu à 20 h. En fait, ce meeting aura lieu à 17 h, salle du Conservatoire, place du Concert.

## Ecologistes

### Les partis traditionnels vous mentent

Jeudi soir, à la Mutualité, à Paris, une réunion publique a réuni quelques centaines de personnes venues à l'appel de diverses associations écologiques « de promotion du cadre de vie » de la région parisienne. Ces associations qui n'ont pas arrêté de position pour les élections voulaient interroger les représentants des grands partis traditionnels de droite et de gauche et aussi deux personnalités du « Collectif Écologie 78 ».

Elles leur demandaient de répondre à une série de questions portant sur l'urbanisme, les transports et la circulation, la démocratie locale, etc. S'il y a quelque chose dont toute l'assistance a pu se rendre compte pleinement, c'est de l'opportunisme électoraliste des candidats des partis traditionnels. Tous les six, presque unanimement, se

sont dits favorables aux propositions des écologistes, se

sont prononcés contre l'urbanisme sauvage qui stocke et qui entasse, pour les espaces verts, pour la priorité aux transports en commun, etc. Au besoin, ils en rajoutaient et plutôt que de dire non à des électeurs potentiels, préféraient finasser. C'est le candidat des radicaux de gauche qui vendit la mèche en déclarant, alors qu'on lui demandait d'être plus précis dans ses affirmations : « On ne peut répondre à toutes vos questions que "oui". Aucun responsable politique ne peut faire autre chose ».

Voilà qui aura renseigné l'assistance sur la validité des promesses venant de tous bords... et plus d'une fois, on entendit s'écrier « Des mots, des mots ». Par contre, c'est

très attentivement qu'elle écouta deux candidats membres du « Collectif Écologie 78 » qui a décidé, comme on sait, de ne pas donner de consigne de vote au second tour.

Brice Lalonde, des « Amis de la terre », déclara : « Ne croyez surtout pas que les élections changent quelque chose. Ce n'est pas d'une élection que les choses changent réellement, c'est de votre action à vous, tous les jours ».

Delarue, membre de « SOS Environnement », précisa : « Nous avons décidé de participer aux élections de façon indépendante ».

Les participants ne manquèrent pas de réfléchir à la position que les écologistes ont prise (ni droite, ni gauche), après avoir fait la preuve, par l'expérience, de la duplicité des partis traditionnels.



Editorial (Suite de la page une)

## PRÉPARONS ACTIVEMENT LE PLEIN SUCCÈS DES RASSEMBLEMENTS RÉGIONAUX DE L'UNION OUVRIÈRE ET PAYSANNE POUR LA DÉMOCRATIE PROLÉTAIRIENNE

Ces meetings régionaux devront être l'occasion de grands rassemblements politiques réunissant des militants et des auditeurs venus de plusieurs départements situés autour des villes concernées. Nous voulons qu'ils concrétisent l'essor de la lutte que nous soutenons contre les partis traditionnels et tous les politiciens qui les servent et s'en servent.

Entre les deux tours de scrutin, l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne confirmera sa décision de refuser tout désistement en faveur tant du Parti socialiste que du Parti communiste français, ou des autres candidats se réclamant de l'Union de la gauche. Il n'est pas besoin de préciser, bien entendu, que sa position sera identique par rapport aux partis de droite.

Le mardi 14 mars un très grand meeting national réunira à Paris, dans la grande salle de la Mutualité, le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Leurs principaux dirigeants dégageront les enseignements du premier tour de scrutin et fixeront les axes politiques de la lutte à poursuivre, en envisageant ce que l'on peut nommer des maintenant « l'après-mars 1978 ». Cette ultime manifestation politique dans le cadre de la bataille politique ouverte à l'occasion des élections législatives constituera à n'en pas douter un nouveau pas important dans le processus d'unification engagé par les deux partis marxistes-léninistes en vue de réaliser leur unité organisationnelle, sur la base de leur unité idéologique et politique. Ce sera donc un événement d'importance majeure.

Nous appelons tous nos camarades, tous nos amis, tous nos lecteurs à contribuer activement aux succès du mouvement de masse en cours de développement d'une part, comme au processus d'unification, qui n'est autre que l'édification à un niveau supérieur du parti marxiste-léniniste. Ces succès sont d'ailleurs indissociables, liés par un rapport dialectique, et répondent au désir de travailleurs des usines, des bureaux, des campagnes chaque jour plus nombreux.

Jacques JURQUET

## Affaire Wessafic

# PROCES DE 3 PAYSANS LE 22 FEVRIER A LAVAL

(Extraits de la conférence de presse des Paysans-Travailleurs et militants du CLEI — Comité de défense des éleveurs intégrés — le jeudi 2 février à Laval)

Les paysans qui avaient des ennuis avec la Wessafic se sont d'abord défendus individuellement ; généralement, ils ont perdu leurs procès. Sur le plan juridique, la Wessafic est assez forte, leurs contrats sont parfaitement étudiés. Il faut aussi savoir que certains litiges se sont tranchés au tribunal de commerce de Nantes où le directeur de la Wessafic, Lévesque siège comme expert ! Les agriculteurs seraient-ils considérés comme des commerçants ?

Puis les gens se sont regroupés dans un comité de défense (en Isère et en Maine-et-Loire), ils se sont unifiés au niveau national sous l'égide de la Fédération (1975). Avec la FNB (fédération nationale bovine, branche spécialisée de la FNSEA) la progression de l'affaire était assez lente. Les comités de défense ont alors rencontré d'autres comités de défense (notamment Chantegrain en Isère) et ils se sont unis au CLEI : Comité de défense des éle-

veurs intégrés qui lui-même regroupe l'ensemble des Comités de défense qui le veulent. Le CLEI est lié au syndicat Paysans-Travailleurs.

On a pu vérifier sur le terrain que toutes les luttes qui ont été menées par le CLEI, lié à Paysans-Travailleurs ont été gagnées jusqu'à présent.

C'est depuis la mi-77 que le Comité Wessafic est lié au CLEI, et là, les choses sont allées beaucoup plus vite : il y a eu une manifestation le 5 juillet à Nantes dans les locaux de la Wessafic, une campagne d'information nationale avec une affiche et un tract.

Sur le tract, il y avait deux noms mentionnés : — Dominique Froger (Mayenne) et Joseph Bouvier (Haute-Savoie) en tant que correspondants Paysans-Travailleurs pour les comités de défense.

Cela est très important pour notre inculpation car ce n'est pas nous qui sommes responsables de la rédaction de l'affiche et du tract.

— Le troisième est Jean-Claude Ollivier qui est directeur de publication de « Vent d'Ouest », le journal de Paysans-Travailleurs (lui n'a rien à voir avec le CLEI,

mais le CLEI et « Vent d'Ouest » ayant la même adresse, la Wessafic cite JC. Ollivier).

La Wessafic attaque en diffamation sur le contenu du tract et de l'affiche : « Mauvaise farine - viande toxique - éleveurs intoxiqués, escroquerie »...

En fait, le procès n'est pas le fait de la Wessafic elle-même, mais de l'IFAA (intersyndicale des fabricants d'aliments d'alaitement) branche de la SNIA (syndicat national des industries alimentaires) lui-même affilié au CNPF.

Il s'agit d'une mesure de répression, contre le comité de défense, le CLEI, et Paysans-Travailleurs compte te-

nu des victoires qu'ils ont remportées avant sur le terrain. Ils ont dû rembourser aux éleveurs des sommes considérables : près d'un milliard d'anciens francs). C'est une manière de coup d'arrêt à ce genre de revendication.

Le procès aura lieu le 22 février à Laval : 37 témoins seront cités : défenseurs Lelercq, Choucq et Boucher de Lyon (spécialistes des questions agricoles).

Le même jour, à Laval, une manifestation sera organisée par le CLEI, le Comité de défense et Paysans-Travailleurs, ce sera la première journée nationale de lutte des éleveurs intégrés.

## Histoire des veaux qui ont mal tourné

Spectacle de marionnettes réalisé par les paysans en lutte contre la Wessafic.

Les représentations du spectacle de marionnettes auront lieu :

- Vendredi 17 février à 20 h 30, au café des Arts, La Chartre-sur-Loir (Sarthe)
- Samedi 18 février à 20 h 30 — Salle « Le Valentino » Ecommoy (Sarthe)
- Dimanche 19 février à 14 h 30 — Salle des fêtes Saint-Aubain-les-Coudrais (Sarthe)

## CNPF : un mandat exceptionnel pour Ceyrac

# Un dirigeant patronal de choc très habile

Les patrons viennent de reconduire le mandat de Ceyrac à la présidence du CNPF jusqu'au 31 décembre 1981. Cet événement est unique dans les annales du CNPF car le présent mandat de président de Ceyrac se terminera en 1979, aurait dû être le dernier d'après les statuts. Une modification des statuts sera même effectuée à l'assemblée générale extraordinaire du CNPF qui aura lieu le 2 mars.

Qu'est-ce qui motive donc une telle décision et une telle unanimité des patrons autour de la personne du président au « Conseil national du patronat français » ?

Ceyrac a joué dans le CNPF un rôle très important pour faire de cette organisation une machine de guerre efficace et expérimentée contre la classe ouvrière.

De la Libération aux années 66-67, le CNPF était un organisme officiel et peu représentatif des patrons sur lesquels il n'avait pratiquement que peu d'autorité. Les patrons ne trouvaient pas que le CNPF était un organisme capable d'efficacité, d'autorité suffisantes, et capable d'unifier les patrons derrière une tactique commune et des perspectives à long terme.

Un des reproches fait au CNPF à cette époque, est son refus du dialogue avec les syndicats. La trahison du PCF qui dirige la CGT, a

dû en effet inciter certains membres du CNPF à remplacer la politique de la porte obstinément close à l'égard des syndicats, par le dialogue et la concertation. Ceyrac sera le principal artisan de ce virage. C'est lui qui inaugura en juillet 1966 les retrouvailles autour d'un tapis vert du patronat avec la CGT, pour discuter en commun des retraites. Malgré l'échec de cette première tentative, un jalon était posé.

Les grandes luttes de Mai 68 seront l'occasion pour le CNPF et toujours sous l'impulsion de Ceyrac, alors responsable de la commission « sociale », de mettre en pratique sur une grande échelle, et dans des circonstances difficiles pour le patronat, le gouvernement

et aussi les directions syndicales, cette politique de négociation, de dialogue avec les confédérations syndicales. Elle se traduira par les accords de Grenelle.

Ceyrac jouera aussi un rôle important dans la mise en œuvre de la politique contractuelle de Chaban-Delmas, tout comme il est un des inspirateurs des « réformes sociales » de Giscard.

Ceyrac a donc très habilement su voir les énormes avantages que le patronat pouvait trouver en associant les directions syndicales à une action « sociale » : il fallait les engager dans une politique de négociations et finalement de collaboration de classe. Il a été le principal artisan de cette nouvelle tactique du CNPF qui rompt totalement avec la tactique traditionnelle du refus.

Il a su développer une politique active de réformes prétendument « sociales » susceptible de renforcer la collaboration de classe avec les centrales syndicales. Citons les accords sur la « formation professionnelle » vers 1970, les 90 % du salaire pour les travailleurs victimes de licenciements économiques. Citons encore les stages pour les jeunes destinés à dégonfler les chiffres sur le chômage.

Ceyrac représente donc pour le patronat un habile démagogue et un fin manœuvrier capable de discuter avec les directions syndicales et de trouver avec elles un terrain d'entente. C'est donc une raison fondamentale du maintien de Ceyrac à la tête du CNPF dans la perspective de la venue de la gauche au pouvoir.

Un autre aspect très important de l'action de Ceyrac est qu'il a su transformer le CNPF en un organisme capable de faire face à une crise, en un organisme de combat. Sous son autorité, le CNPF est devenu le centre dirigeant du patronat face aux directions syndicales face au gouvernement et surtout face à la classe ouvrière.

Il a su pour cela, faire taire les affrontements entre les tendances patronales diverses et contradictoires au sein du CNPF. Il a su par exemple amener les représentants des PME, opposant traditionnels dans le CNPF (qui représente en fait les monopoles capitalistes) à se défier des appels de la gauche qui se sont multipliés et à les rallier à lui.

Grâce à la direction de Ceyrac, le CNPF a donc su unir l'ensemble des pa-



Le patron des patrons

trons dans la lutte contre la gauche, et derrière des orientations économiques telles que la relance, la hausse des prix qui constituent ses revendications que le gouvernement devra entériner s'il ne veut pas avoir d'ennui. Plus d'une fois, en effet, le CNPF a déjà fait échouer des projets gouvernementaux.

Ceyrac a su surtout organiser et unir le patronat en organisme de combat contre la classe ouvrière.

Les « caisses noires » sont un bon exemple de l'entraide des patrons. Quand l'un d'eux a à faire face à une lutte des ouvriers de son entreprise, le CNPF lui alloue de l'argent de caisses qu'il gère, afin qu'il puisse tenir bon et faire échouer la lutte.

Telles sont les principales raisons du renouvellement exceptionnel du mandat de Ceyrac à la tête du CNPF.